



Communiqué de presse
De la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT

Fermeture inacceptable d'Alstom Belfort

La direction d'Alstom Belfort vient d'annoncer aux salariés son intention de fermer le site. Cet établissement, qui comprend 480 employés très qualifiés dans la conception et production de locomotives et motrices TGV, est le seul en France dans cette activité.

Lors du Comité Européen tenu cette semaine, les dirigeants d'Alstom informaient les représentants des salariés d'une baisse de charge dans les établissements avec des risques pour Belfort pour les prochaines années. Alors que celle-ci déclare vouloir réfléchir à des solutions alternatives, la direction de Belfort convoque le lendemain, en urgence, les salariés et leurs élus pour leur signifier que l'établissement sera fermé d'ici 2018.

La CGT dénonce ce passage en force alors qu'aucune réunion du Comité d'Entreprise n'a pu se tenir. C'est le choc parmi les salariés et bien au-delà, face à cette annonce brutale tournant le dos au dialogue social. C'est toute la filière industrielle qui risque d'être fragilisée avec des menaces pour les sites de Reichshoffen et d'Ornans.

Belfort, berceau du ferroviaire avec Alstom, se verrait vidé d'une activité industrielle reconnue dans le monde entier, alors que les besoins sont immenses comme le TGV du futur, le renouvellement des trains inter-régionaux, le parc pour le fret. Le grand Paris représente, à lui seul, un besoin de 250 trains (TER) pour 3,5 milliards d'euros.

Le gouvernement ne peut être complice de la stratégie d'Alstom !

Après avoir vendu 70% des activités du groupe dans l'énergie à l'américain GE, les nouveaux dirigeants d'Alstom ont fait le choix d'une stratégie de toujours plus de rentabilité au détriment des productions sur le territoire national.

L'Etat, actionnaire de la SNCF, y contribue avec la commande de 44 locomotives pour le fret à une société allemande pour un contrat de 140 millions d'euros.

La CGT refuse cette fuite en avant qui tourne le dos aux capacités de productions, en lien avec les études, représentant des compétences et savoir-faire considérables et nécessaires pour répondre aux enjeux du transport ferroviaire des personnes et des marchandises, en lien avec les enjeux environnementaux.

Déjà, courant février, la CGT avait sollicité le Président de la République sur le risque de fragilisation de cette filière industrielle considérée en 2014 comme « filière d'excellence ».

Le choix d'une politique du tout à l'exportation, à l'exemple du contrat obtenu par Alstom aux USA pour 2 milliards d'euros, doit avoir des retombées pour le maintien des capacités de production, de recherche et d'emplois en France.

Il faut sortir l'industrie ferroviaire des exigences financières pour les actionnaires et le financement par les marchés publics doit servir l'emploi et l'industrie.

D'autres choix sont donc possibles. Le gouvernement a les moyens et la responsabilité pour maintenir l'outil et l'emploi industriel sur le site d'Alstom Belfort comme il s'y était engagé.

Avec les salariés, la population, la CGT et ses syndicats prendront toutes les initiatives nécessaires pour que la France garde ses atouts industriels et l'emploi à Belfort.